

2341



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

7 novembre 1990

Lignes directrices pour la négociation EEE

Vu la proposition du DFAE et du DFEP du 29 octobre 1990
 et la note du 5 novembre 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. La délégation suisse est autorisée à faire les concessions quant à la substance du traité indiquées au chapitre II de la proposition.

L'avant-dernier alinéa à la page 19 est complété comme il suit:

"Aus diesen Gründen wird die schweizerische Delegation an der ... Lastwagen und die Kontrolle dieser Beschränkung an der Landesgrenze festhalten. Im übrigen behält die Schweiz das Sonntags- und Nachtfahrverbot für schwere Motorfahrzeuge als autonome Regelung bei und setzt es ebenfalls an der Landesgrenze durch."

2. Les concessions quant à la substance du traité doivent être subordonnées à l'acceptation par la CE des conditions juridiques et institutionnelles indiquées au chapitre III de la proposition.

Le 4ème tiret, page 23, est formulé comme il suit:

"- le principe de l'autonomie de décision doit être préservé dans la même mesure au profit de chacune des parties contractantes (possibilités d'opting out et/ou d'approbation parlementaire dans chaque Etat membre de l'AELE, des futures décisions qui seront prises par consensus au sein de l'organe de décision EEE);"

	Direkt.	Stimm.
SDA	10	-
ED'	5	-
EPD	5	-
EMD	5	-
EPD	5	-
EVD	10	-
EVED	5	-
BN		
EPK		
Für die		

3. Les réserves précédemment décidées doivent être maintenues (contrairement à la proposition) sur les points suivants:

- Lebensmittelzusatzstoffe (Ziff. 311.1 a) - e), Seite 14);
- Lärmvorschriften für Baumaschinen und Rasenmäher (Ziff. 311.10 a) - b), Seite 14);
- Traktoren (Ziff. 311.2 b, 311.3 c, 311.4 b, Seite 14);

4. Chiffre 34, alinéa 1:

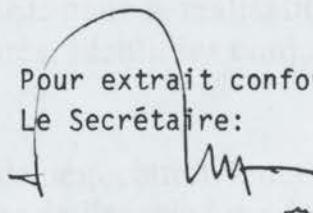
Le mot "vorläufig" doit être biffé.

5. Publicité pour l'alcool (p. 22):

Le texte est complété dans ce sens qu'une réserve limitée à 5 ans, re-négociable à l'échéance, devrait être faite, pour tenir compte des initiatives pendantes à ce sujet.

6. Il incombe au Chef de la délégation suisse de décider du moment opportun pour faire connaître cette nouvelle position suisse.

Pour extrait conforme,
Le Secrétaire:



Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
N.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
X		EDA	10	-
	X	EDI	5	-
	X	EJPD	5	-
	X	EMD	5	-
	X	EFD	7	-
X		EVD	10	-
	X	EVED	5	-
		BK		
		EFK		
		Fin.Del.		

2520.1 EG

Berne, le 29 octobre 1990

Au Conseil fédéral**Lignes directrices pour la négociation EEE****I. Etat des négociations et nécessité de nouvelles instructions**

Après le quatrième round de négociations qui s'est conclu par la réunion du Groupe de négociation à haut niveau des 17-18 octobre 1990, la situation peut être résumée comme suit:

- les règles à inclure dans le traité sur l'EEE pour la réalisation des quatre libertés ont été, à quelques exceptions près, identifiées conjointement par les pays de l'AELE et la CE;
- les pays de l'AELE ont mis sur la table de négociation leurs demandes de dérogations permanentes dans les domaines de l'acquis (une douzaine) où ils estiment avoir des intérêts fondamentaux à sauvegarder. La CE est opposée à des dérogations permanentes, parce qu'elle estime qu'elles iraient à l'encontre de la notion de l'espace économique homogène que l'on veut créer. Elle estime en outre que les raisons avancées par les pays de l'AELE ne permettent pas de justifier l'existence d'intérêts fondamentaux. Elle est enfin de l'avis que des solutions peuvent être trouvées sur la base de mesures non-discriminatoires, de périodes transitoires et de clauses de sauvegarde;
- En ce qui concerne les questions juridiques et institutionnelles, les pays de l'AELE ont indiqué à la CE quelles étaient leurs exigences afin d'arriver à un traité équilibré. Ils estiment notamment nécessaire de mettre en place des mécanismes communs d'élaboration et d'adoption des futures règles de l'EEE, un système de surveillance auquel toutes les parties contractantes

soient soumises et un organe judiciaire indépendant qui interprète les règles de l'EEE et règle les différends entre parties contractantes. La CE n'a jusqu'ici pas officiellement réagi à ces propositions. Ses prises de position préliminaires laissent cependant entrevoir qu'elle entend sauvegarder d'une manière absolue son autonomie de décision et qu'elle ne prévoit dès lors qu'un mécanisme d'information et de consultation des pays de l'AELE.

Les négociations sont donc entrées dans la phase de la recherche de solutions, ce qui suppose la volonté d'accepter des compromis de part et d'autre. C'est la raison pour laquelle les Ministres des pays de l'AELE, lors de leur réunion informelle du 23 octobre 1990, ont adressé un message à la Communauté, dans lequel ils indiquent que pour atteindre l'objectif d'un traité EEE qui puisse entrer en vigueur le 1.1.1993, il faut parvenir à un accord de principe sur les questions principales de la négociation avant la fin de l'année. Ils indiquent également les éléments de cette "percée politique":

- disponibilité des pays de l'AELE de réduire le nombre des dérogations à un minimum;
- en échange, acceptation par la CE d'arrangements juridiques et institutionnels permettant une gestion et un développement en commun de l'EEE, en particulier un véritable mécanisme de décision commun.

Pour leur part, les Ministres des affaires étrangères des pays de la CE, lors du Conseil des affaires générales du 22 octobre, ont confirmé l'importance politique qu'ils attachent à ce que les négociations puissent aboutir avant la fin de l'année à un accord d'ensemble sur les grands problèmes de la négociation et admis que celle-ci doit progresser parallèlement aussi bien sur les problèmes institutionnels que sur les problèmes de fonds.

Les négociations ont donc atteint une phase décisive. Bien qu'il soit encore incertain dans quelle mesure la CE puisse nous présenter une offre valable sur les questions juridiques et institutionnelles, les pays de l'AELE doivent maintenant se préparer à une offre précise mais conditionnelle de réduction de leurs demandes de dérogations permanentes. Celle-ci pourrait être concrétisée lors de la réunion du Groupe de négociation à haut niveau des 20-21 novembre. Une séance restreinte entre Chefs négociateurs qui aura lieu les 8-9 novembre pourrait permettre de discuter informellement les éléments d'une "percée politique".

Par rapport aux positions qu'elle a jusqu'ici adoptées, la délégation suisse pourrait procéder à une certaine réduction du nombre de dérogations permanentes tout en restant dans le cadre des instructions que le Conseil fédéral lui a données le 18

juin 1990 (directives générales) et le 5 septembre 1990 (droit des sociétés). Il s'agit des dérogations suivantes:

- services de télécommunications: transmission des données de base;
- services financiers: présentation des comptes annuels et consolidés;
- transports: législation sociale pour les transporteurs routiers (heures de conduite et de repos);
- droit des sociétés: 4ème, 7ème, 8ème et 11ème directives.

Toutefois, compte tenu de l'exigence de la CE de mettre en oeuvre les quatre libertés d'une manière homogène pour tout l'EEE et de la disponibilité de certains de nos partenaires de l'AELE à faire des concessions dans des secteurs importants, la délégation suisse devrait être en mesure d'aller plus loin. Par la présente proposition nous vous demandons de nouvelles instructions de négociation à cet effet.

La stratégie des offres conditionnelles n'est pas sans risques: on peut en effet se demander dans quelle mesure les pays de l'AELE seront encore capables et prêts de retirer des offres mises sur table au cas où l'offre juridique et institutionnelle de la CE serait insuffisante et les clauses de sauvegarde ne correspondent pas aux critères envisagés aujourd'hui. Cette stratégie apparaît cependant actuellement comme la seule ouvrant la perspective d'une percée politique sous la Présidence communautaire de l'Italie qui a pris une attitude particulièrement constructive face au projet EEE. Il faut enfin ajouter que c'est le voeu de tous les pays de l'AELE de tenter cette percée politique et qu'un refus de la Présidence suisse à cette tentative aurait sans doute été interprété comme étant peu constructif.

II. Concessions possibles sur la substance

Les lignes directrices pour la négociation approuvées par le Conseil fédéral le 18 juin 1990, prévoient que la délégation suisse demande des dérogations permanentes dans les quatre domaines suivants:

- maintien de la politique de stabilisation de la population résidente étrangère dans le cadre d'un rapprochement du droit suisse au droit communautaire;

- continuation de la politique d'autorisations pour les achats de biens immobiliers qui ne sont pas liés à un établissement en Suisse ou à une activité économique dans notre pays;
- maintien du niveau actuel de protection de la santé et de l'environnement, notamment en ce qui concerne les prescriptions sur les émissions et le bruit des véhicules à moteur;
- maintien de la limite de poids de 28 tonnes et de la défense de circuler la nuit et les jours fériés pour les camions.

Les lignes directrices prévoient également que "dans le domaine des services audiovisuels la délégation suisse adoptera la position selon laquelle c'est la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière du 5.5.1989 qui constitue l'acquis pertinent et non la Directive CE sur la télévision transfrontière du 3.10.1989. Le Conseil fédéral décidera, pour le cas où cette position ne peut pas être maintenue, si une exception limitée dans le temps où une autre solution spéciale doit être choisie pour préserver certains aspects essentiels de la politique suisse de l'audiovisuel".

Ce sont ces directives qu'il convient de revoir à la lumière de l'évolution des négociations.

1. Limitation quantitative dans le domaine de la libre circulation des personnes

11 Etat des négociations

Conformément au mandat de négociation du Conseil fédéral, nous avons notamment demandé les dérogations permanentes suivantes:

- une limitation quantitative de l'admission du nombre des ressortissants de l'EEE;
- une limitation dans le temps des prestations de services transfrontalières.

Il s'est avéré que la Commission ne reconnaît pas ces réserves comme étant de nature vitale pour la Suisse et, partant, exclut toute dérogation permanente. Sa position s'appuie surtout sur l'argument que seules des raisons économiques (situation économique générale, situation du marché du travail et bien-être

général) peuvent justifier des dérogations à la création d'un espace économique européen. La Commission n'est pas prête à accepter des arguments de politique générale ou liés à la politique de la population. En outre elle considère que les exceptions demandées excluent virtuellement la Suisse d'une des quatre libertés et que cela ne saurait constituer une base de négociation.

12 Position suisse pour la suite des négociations

Ce refus de la part de la CEE nous oblige à revoir notre position.

121 Historique

Un bref historique nous apprend que la limitation quantitative constitue, depuis 1964, un des trois piliers de la politique des étrangers de la Suisse. Elle a été introduite lorsque l'augmentation annuelle de la population étrangère résidente a pris de grandes proportions (env. 90'000 par année). Depuis lors, l'évolution du nombre des étrangers suit assez fidèlement la courbe de la croissance économique, ce qui a eu pour effet d'arriver à fin septembre 1990, à un chiffre encore jamais atteint auparavant (1'071'753). Malgré ce nombre élevé, la présence des travailleurs étrangers n'a guère provoqué, ces dernières années, de réactions xénophobes. Ces dernières sont actuellement surtout dues à l'augmentation croissante du nombre des demandeurs d'asile.

Nous constatons aujourd'hui que le seuil de tolérance de la population suisse se déplace. Ainsi par exemple, les Italiens sont de moins en moins perçus comme des "étrangers" et on constate que cette ouverture d'esprit est en train de s'étendre de plus en plus aux autres Européens. Ceci est certainement aussi le fruit de la mobilité croissante des Suisses, encore accentuée par le développement du tourisme.

122 Avenir

Une appréciation de la situation nous amène à proposer une attitude plus flexible envers les ressortissants d'un EEE et à renoncer à une dérogation permanente sans pour autant abolir les trois objectifs traditionnels de la politique des étrangers, à savoir la limitation du nombre des entrées, l'intégration et l'amélioration de la structure du marché du travail. Les raisons en sont les suivantes:

- La part des ressortissants de l'EEE à la population étrangère en Suisse n'augmente plus que très faiblement en chiffres absolus; en chiffres relatifs, elle est même en constante diminution:
 - Ressortissants EEE par rapport à la population étrangère résidante en Suisse:
 - 1974: 88,3 %
 - 1980: 82,9 %
 - 1989: 74,5 %
 - En 1989, seul le 58 % de toutes les nouvelles autorisations de séjour à l'année a été octroyé à des citoyens EEE.
- Aujourd'hui, les possibilités d'obtenir un permis de séjour dans un autre Etat de la CE sont pour ainsi dire encore inexistantes pour les Espagnols et les Portugais, la Suisse en admet actuellement davantage que la CE. Or, il faut s'attendre à ce que les flux migratoires - surtout en provenance du Portugal - ne se concentrent plus sur la Suisse, mais sur les pays de la CE, dès que le Portugal et l'Espagne pourront profiter de la libre circulation à partir du 1er janvier 1993.
- L'évolution démographique - tant en Suisse que dans les pays du centre-nord de la CE - aura pour conséquence un manque de main-d'oeuvre accru dans les décennies à venir; ceci constitue une raison supplémentaire qui parle en faveur d'éventuels flux provenant de la Péninsule ibérique largement absorbés.
- Le développement économique dans les pays du sud de la CE se fait à grands pas; preuve en est, par exemple, qu'il est de plus en plus difficile pour notre pays de recruter de la main-d'oeuvre espagnole (les Italiens étant en forte régression depuis un certain temps déjà). Ainsi, la motivation pour émigrer semble bien s'atténuer.
- La protection sociale dans les pays du sud de la CE est en constante amélioration; les prestations de chômage sont devenues telles que le chômage n'est plus guère une cause d'émigration.
- Les migrations intra-communautaires sont restées jusqu'ici très modestes et bien inférieures aux prévisions. Cette image pourrait quelque peu changer dès le 1er janvier 1993 lorsque l'Espagne et le Portugal bénéficieront de la libre circulation; une grande vague n'est toutefois guère probable.

- Enfin, il convient de relever qu'au vu de l'énorme pression migratoire qui se dessine en provenance des pays de l'Est, du Tiers monde, de la Turquie, du Maghreb, etc., le vide que nous maintenons artificiellement va progressivement se combler. Dès lors, nous n'avons que l'alternative de nous ouvrir vers l'Europe ou d'absorber un nombre croissant de migrants provenant des régions ci-dessus qui se présentent sous le prétexte de l'asile. L'évolution du nombre des demandeurs d'asile et la forte augmentation des cas de demandes d'asile réglés par l'octroi d'une autorisation humanitaire sont un signal suffisamment clair!

Ces considérations nous amènent à conclure qu'il faut dès maintenant veiller à ce que notre pays et son marché du travail restent compétitifs et attractifs pour les Européens. Nous n'avons aucun intérêt à ce que la main-d'oeuvre européenne se désintéresse du marché suisse du travail et à ce que celui-ci se remplisse de main-d'oeuvre peu qualifiée et provenant de pays culturellement et géographiquement de plus en plus éloignés.

Au vu de cette analyse, nous estimons qu'il se justifie de renoncer à une dérogation permanente et de demander un long délai transitoire (de 10 ans) avec, en complément, une clause de sauvegarde qui pourrait être déclanchée lorsque le taux des ressortissants de l'EEE par rapport à la population résidente totale atteint entre 12 et 14 % (il se situe actuellement à 11 %).

A préciser encore qu'au cours du délai transitoire, il faudrait, entre autres, abandonner progressivement le statut de saisonnier dans sa forme actuelle et le conformer au droit communautaire, de même que libéraliser les prestations de services transfrontalières. Le délai transitoire devrait ainsi nous permettre de réaliser par étapes la libre circulation des personnes, sans pour autant provoquer des déséquilibres sur le marché du travail ou des réactions xénophobes.

13 Scénario possible d'une introduction progressive de la libre circulation des personnes

Bien qu'il soit extrêmement difficile de faire des pronostics chiffrés et fiables, nous avons essayé d'élaborer un projet de conception et d'organisation d'une période transitoire portant, pour l'instant, seulement sur les années 1993 - 1996.

131 Reconduite du statu quo

En partant de l'hypothèse que l'actuelle politique des étrangers sera reconduite pendant les années 1993 - 1996 et en admettant que les conditions cadre actuelles restent constantes, la population étrangère résidente s'élèverait à un effectif d'environ 1'340'000.

132 Ouverture progressive

Si l'on prend pour hypothèse que la limitation actuelle sera progressivement assouplie (par exemple par une augmentation régulière des contingents à l'année, avec, parallèlement, une diminution des contingents de saisonniers¹) et que le 80 % des contingents sera réservé à des ressortissants de l'EEE, un effectif de la population étrangère résidente permanente d'environ 1'365'000 nous paraît théoriquement possible pour la même période 1993 - 1996.

Partant de l'idée qu'après quatre ans il n'y aura plus de transformations pour des saisonniers, le nombre de permis à l'année disponible augmentera encore sensiblement à partir de 1997 (actuellement 12'500 permis à l'année sont consommés par la transformation, regroupement familial non-inclus).

Bien que l'évolution du nombre des étrangers en Suisse dépende dans une large mesure de l'évolution économique et que cette dernière est difficilement prévisible pour les 10 années à venir, on peut admettre que le marché du travail suisse sera, à un moment donné, saturé. Ainsi, il n'est même pas sûr, que le nombre des étrangers indiqué ci-dessus soit atteint. Quoi qu'il en soit, le passage à la libre circulation avec les pays de l'EEE paraît réalisable sans chocs.

133 Pays tiers

Si l'on veut maintenir une politique de limitation totale du nombre d'étrangers, il est inévitable qu'une libéralisation envers les pays de l'EEE soit accompagnée d'une politique d'admission plus sévère envers d'autres pays. Ainsi, on pourrait imaginer qu'une future politique des étrangers distingue trois niveaux:

1.	Année	1990	1992	1993	1994	1995	1996
	Contingent d'annuels	11'000	11'000	16'000	16'000	18'000	18'000
	Contingent de saisonniers	160'000	160'000	154'000	148'000	142'000	136'000

- le premier comprenant les 19 pays de l'EEE, à l'égard desquels la libre circulation serait réalisée selon l'acquis communautaire;
- le deuxième comprenant les autres pays traditionnels de recrutement (tels que les Etats-Unis, le Canada et la Yougoslavie), pour lesquels des contingents - très limités - continueraient de s'appliquer;
- le troisième niveau comprendrait les autres pays, vis-à-vis desquels les conditions d'admission seraient très sévères et ne seraient applicables que dans des cas exceptionnels.

14 Conclusion

L'abandon d'une réserve permanente et une libéralisation progressive dans le domaine de la libre circulation des personnes en provenance de l'EEE se justifient et répondent aux intérêts vitaux de la Suisse. Toutefois, cette proposition constitue un changement certain de notre politique des étrangers. Il s'agit dès lors d'une opération politiquement délicate qui demande que l'on attache une attention particulière à l'information de l'opinion publique afin de la préparer à accepter ce tournant important. Il convient d'ajouter qu'il n'est pas certain que la CE accepte le genre de clause de sauvegarde mentionné sous 12.

2. Lex Friedrich

21 Ausgangslage

Die Lex F. bezweckt mit der Kontrolle des Grundstückerwerbs durch Personen im Ausland die Ueberfremdungsabwehr, wirkt aber gleichzeitig raumordnerisch und beruhigend auf den Immobilienmarkt. Diese Gesetzgebung findet breite Abstützung im Volk. Ihre ersatzlose Streichung würde heute nicht ohne weiteres akzeptiert, besonders angesichts der aktuellen Probleme auf dem Bodenmarkt.

Im Rahmen des EWR-Vertrags müsste die Schweiz in den betroffenen Bereichen das EG-Recht übernehmen. Dieses untersagt Diskriminierungen aufgrund der Staatsangehörigkeit, des Wohnsitzes und des Anlageorts. Beschränkungen des Immobilienerwerbs (z.B. zur Verhinderung von Spekulation oder der Zerstückelung landwirtschaftlicher Betriebe) sind zwar nicht ausgeschlossen, sie dürfen aber nicht diskriminierend sein und die Freizügigkeit nicht

verunmöglichen. Deshalb müsste die Lex F. für EWR-Angehörige fast vollständig aufgehoben werden. Eine gemäss EG-Recht zulässige (vorläufige?) Ausnahme bestünde einzig für den Erwerb von Zweitwohnungen durch im Ausland wohnhafte Personen.

Gemäss den Verhandlungsrichtlinien vom 18.6.1990, hat die Schweiz ein Bedürfnis nach einer permanenten Ausnahme für den "harten Kern" der Lex F. angemeldet. Es betrifft dies nebst den Zweitwohnungen:

- blasse Kapitalanlagen in Grundstücken vom Ausland aus,
- gewerbsmässige Immobiliengeschäfte,
- den Erwerb von landwirtschaftlichen Grundstücken und
- den Erwerb von Wohnungen durch Unternehmen der Beherbergungsbranche, die nicht Hotels sind (Parahotellerie).

Dagegen sollen Immobiliengeschäfte durch hier ansässige Personen (nach der einschlägigen Verordnung der EG vor allem Wohnungen) und vom In- und Ausland aus zu Betriebszwecken freigegeben werden. Der Boden soll also weiterhin in erster Linie als Lebensgrundlage der hier dauerhaft anwesenden Personen (Schweizer und Ausländer!) zur Verfügung stehen.

Es erscheint als wahrscheinlich, dass die EG keine unbefristeten Sonderregelungen in einem EWR-Vertrag zulassen wird. Gegen die Lex F. könnte sie einwenden, dass das Gesetz sich einseitig gegen Ausländer richtet, während für Schweizer eine freiheitliche Ordnung des Immobilienerwerbs gilt, so wie es der EWR-Vertrag für den ganzen europäischen Raum anstrebt. Das Gesetz habe stark protektionistischen Charakter. Zudem könnte geltend gemacht werden, dass heute eine Bodenüberfremdung in der Schweiz weder statistisch belegbar sei noch sonst Anhaltspunkte hiefür bestünden. Auch bei den Zweit- und Ferienwohnungen hätten sich die Fronten beruhigt. Vor allem auch dürfte sich die Frage des Gegenrechts stellen, da Schweizer heute in den EG-Ländern in erheblichem Ausmass und ohne Einschränkung des Verwendungszwecks Immobilienkäufe tätigen (können).

EFTA-intern hat Schweden bereits angedeutet, dass es zu einem vollständigen Verzicht auf ein permanentes Ausnahmebegehren im Bereich der Immobilientransaktionen bereit wäre.

Aufgrund der bisherigen Verhandlungen drängt sich deshalb die Frage auf, welche Konzessionen gemacht werden können bzw. müssen.

22 Verzicht auf Ausnahmen betreffend Landwirtschaft und Parahotellerie

Die bisherigen Verhandlungen haben ergeben, dass Immobilienerwerbe kaum mehr beschränkt werden können, soweit sie zur Ausübung der Niederlassungs- und Dienstleistungsfreiheit dienen. Das Bundesamt für Landwirtschaft und der Schweizerische Bauernverband können sich mit der Freigabe von landwirtschaftlichen Grundstücken für ausländische Selbstbewirtschafter einverstanden erklären; vorbehalten werden blosse Kapitalanlagen.

Dies bedeutet, dass die Lex F.-Vorbehalte gegenüber den einschlägigen Richtlinien fallengelassen werden können. Eine Ausnahme ist dagegen weiterhin für freie Kapitalanlagen in landwirtschaftlichen Grundstücken zu verlangen (vgl. Ziffer 23; hier liesse sich eine Diskriminierung ausräumen, wenn das Parlament dem bundesrätlichen Antrag bei der Revision des bäuerlichen Bodenrechts folgen und Kapitalanlagen auch für Schweizer verbieten würde).

Das BIGA und die Schweizerische Gesellschaft für Hotelkredit beurteilen die Aufhebung von Erwerbsbeschränkungen gegenüber Unternehmen der Parahotellerie positiv; es seien kaum schwerwiegende Auswirkungen zu erwarten. Auf die in diesem Bereich postulierte Ausnahme kann daher ebenfalls verzichtet werden.

23 Weitergehende Konzessionen (Immobiliengewerbe, Kapitalanlagen)

Freizügigkeit des Grundstückserwerbs für das Immobiliengewerbe wäre deshalb problematisch, weil deren Grundstückskäufe von freien Kapitalanlagen kaum abgegrenzt werden können (siehe unten; zulässig ist selbstverständlich der Erwerb von Grundstücken/Büroräumen für eigene Betriebszwecke). Von Seiten der EG dürfte jedoch aus Gründen des Gegenrechts gefordert werden, dass dieses Verbot durch die Lex F. wegfällt. Bevor aber die Auswirkungen einer Liberalisierung und allfällige Ersatzmassnahmen eingehend geprüft worden sind (vgl. Ziffer 24), wäre eine Streichung des Ausnahmebegehrens verfrüht.

Gleiches gilt für freie Kapitalanlagen in Grundstücken vom Ausland aus gemäss den Bestimmungen über die Freizügigkeit des Kapitalverkehrs. Die Frage, ob jedermann aus dem EWR-Raum unabhängig von seinem Wohnsitz frei in schweizerische Immobilien investieren kann, trifft nun tatsächlich den Kerngehalt des Gesetzes.

24 Alternativen zur Lex F.

Ueber die Auswirkungen eines allfälligen Wegfalls der Lex F. lassen sich heute keine zuverlässigen Aussagen machen. Die gesamtwirtschaftlichen Auswirkungen sind Gegenstand von Untersuchungen der Hochschule St.Gallen (Projektleiter Prof. Hauser, BRB v. 18.6.90). Uns sind bisher auch keine EG-internen Studien über die Entwicklung des Immobilienbereichs bekannt - im Gegensatz zu Studien über die Wanderbewegungen, welche niedrige Migrationszahlen zwischen EG-Staaten ausweisen.

Unser Land dürfte weiterhin für ausländische Immobilienanlagen attraktiv bleiben, die sich bei voller Freizügigkeit vor allem auf rentable Anlagen in städtischen Agglomerationen (Geschäfts- und Wohnhäuser, Freizeitparks, Parkhäuser usw.) konzentrieren würden. Infolge des stark steigenden Nachfragepotentials müsste mit zusätzlichen Kapitalströmen in Bereichen gerechnet werden, die heute durch die Lex. F. geschützt sind, aber schon heute die grössten Ueberhitzungserscheinungen aufweisen (städtische Agglomerationen). Andererseits könnte in verschiedenen Sektoren (Baugewerbe, Immobilienfinanzierung etc.) vermutlich mit mehr Wettbewerb gerechnet werden.

Als Ersatz der Lex F. fallen vor allem Schutzklauseln im EWR und schweizerischerseits raumplanerische und andere bodenpolitische Massnahmen in Betracht.

Erste Abklärungen haben ergeben, dass die heutigen raumplanerischen und bodenpolitischen Vorkehren ungenügend wären, um den Bodenmarkt bei einem Wegfall der Lex F. gegen übermässige (ausländische) Kapitalzuströme zu schützen. Um entsprechende Instrumente zu schaffen, wäre daher eine längere Uebergangsperiode nötig (5-10 Jahre).

Eine Arbeitsgruppe des EJPD wird bis Anfang nächsten Jahres mögliche Alternativen zur Lex F. prüfen und dem Bundesrat entsprechende Vorschläge unterbreiten. Sie sind im Gesamtzusammenhang mit der Weiterentwicklung des Bodenrechts zu sehen.

3. Ausnahmebegehren zur Beibehaltung eines hohen Umwelt- und Gesundheitsschutzniveaus

Die mit BRB vom 18. Juni genehmigten Verhandlungsrichtlinien hinsichtlich der Beseitigung technischer Handelshemmnisse behalten auch weiterhin volle Gültigkeit, zumindest was die grundsätzlichen Ausführungen auf den Seiten 9, 18 und 19 des ursprünglichen Antrages sowie die Seiten 3 - 7 der ergänzenden Erläuterungen im Anhang betrifft. Der bisherige Verlauf der Verhandlungen hat insbesondere auch unsere damalige Einschätzung der Lage bestätigt, wonach abgesehen von der 28-Tonnen Limite für Lastwagen, keine zeitlich unbefristeten Ausnahmen erforderlich sein werden.

In den übrigen Problembereichen bestehen gute Aussichten, dass schliesslich gemeinsame Lösungen gefunden werden können, die sowohl dem Anliegen der EFTA-Staaten nach Beibehaltung eines hohen Schutzniveaus im Bereich des Gesundheits- und Umweltschutzes wie auch dem Anliegen der EG nach Gewährleistung des freien Warenverkehrs Rechnung tragen. Dies soll insbesondere durch die Festlegung zeitlich und inhaltlich fixierter Zielvorgaben geschehen, die die Grundlage für den Ersatz der heute bestehenden Vorschriften durch eine künftige gemeinsame Regelung bilden sollen.

Die Erzielung eines politischen Durchbruchs in den Verhandlungen setzt indessen voraus, dass die seitens der EFTA-Staaten gemeldeten Ausnahmebegehren nochmals erheblich reduziert und tatsächlich auf Fälle von fundamentalem nationalem Interesse beschränkt werden. Im Hinblick auf die Schnürung eines diesbezüglich umfassenden Verhandlungspaketes das insbesondere auch eine substantielle Aufbesserung der EG-Offerte im institutionellen Bereich beinhalten soll, sind insbesondere auch von der Schweiz vermehrte Anstrengungen erforderlich, hat doch unser Land im TBT-Bereich bisher am meisten Vorbehalte angemeldet. Die seinerzeit festgelegten Verhandlungsrichtlinien bezüglich der einzelnen Begehren für zeitlich befristete Uebergangsregelungen (vgl. BRB vom 18. Juni, Anhang S. 48 ff) sind daher wie folgt zu modifizieren:

31. Die Ziffern 311.1 h) Keramikgeschirr bzw. 311.5 Lärmvorschriften für Kleinflugzeuge sind ersatzlos zu streichen.

Begründung:

Vertiefte Abklärungen haben ergeben, dass die schweizerischen Vorschriften betreffend Schwermetallgehalt in Keramikgeschirr durchwegs weniger streng sind als diejenigen in der EG und die Schweiz demzufolge

kein höheres Schutzniveau geltend machen kann. Hinsichtlich der Kleinflugzeuge hat sich herausgestellt, dass die EG-Richtlinien nur Mindestanforderungen festlegen und somit der Beibehaltung strengerer nationaler Vorschriften nicht entgegenstehen.

32. Die Vorbehalte gemäss den Ziffern

- | | | |
|--------|---------|---|
| 311.1 | a) - e) | Lebensmittelzusatzstoffe, |
| 311.1 | f) - g) | Pestizidrückstände in Früchten, Gemüsen und Cerealien |
| 311.10 | a) - b) | Lärmvorschriften für Baumaschinen und Rasenmäher |

sind zugunsten einer verbesserten EG-Offerte im institutionellen Bereich fallen zulassen.

Begründung:

Hinsichtlich der Lebensmittelzusatzstoffe und der Pestizidrückstände haben zusätzliche Abklärungen und Expertengespräche im Rahmen der EFTA sowie mit der EG ergeben, dass die Divergenzen relativ geringfügig sind. Da in der EG gegenwärtig die Zusatzstofflisten einer generellen Ueberarbeitung unterzogen werden, würde eine Mitwirkung bei deren Erarbeitung eine weit bessere Interessenwahrung ermöglichen als ein vorläufiges Festhalten an unseren Vorbehalten.

Bei den oben erwähnten Lärmvorschriften handelt es sich um eine schweizerischerseits geplante Verschärfung der Grenzwerte für 1996. Auch in diesem Fall dürfte sich unsere Anliegen durch eine gutausgebaute Mitwirkung besser verwirklichen lassen als durch ein Festhalten an unseren Vorbehalten. Dies scheint umsomehr der Fall zu sein, als Norwegen, das bisher als einziges Land unsere Anliegen unterstützte, bereits Rückzugsabsichten zu erkennen gab.

33. Die Vorbehalte zu den Ziffern

- | | | |
|-------|----|------------------------------------|
| 311.2 | b) | Betriebserlaubnis für Traktoren |
| 311.3 | c) | Traktoren (Rauchemissionen) |
| 311.4 | b) | Traktoren (Lärm) |
| 311.6 | | Handelsdünger (Schwermetallgehalt) |
| 311.7 | a) | Gefährliche Substanzen |
| 311.7 | b) | Gefährliche Zubereitungen |

sind zugunsten einer verbesserten EG-Offerte im institutionellen Bereich wie folgt zu modifizieren:

Für Traktoren, die die EG-Vorschriften betreffend Rauch- und Lärmvorschriften erfüllen, ist der freie Warenverkehr zu gewährleisten, falls die EG sich damit einverstanden erklärt, den Geltungsbereich der für 1993 geplanten Vorschriften für Dieselmotoren für schwere Motorwagen künftig auch auf Traktoren auszuweiten.

Begründung:

Zur Untermauerung unserer Vorbehalte betreffend Rauch- und Lärmemissionen müsste die Schweiz, infolge unterschiedlicher Testmethoden, vorerst noch aufwendige Korrelationsmessungen vornehmen. Aus der Sicht des Umweltschutzes dürften dagegen die Verbesserungen aufgrund der Ausdehnung der für Diesellastwagen geltenden Abgasvorschriften auf Traktoren die relativ geringfügigen Verschlechterungen bei den Rauch- und Lärmvorschriften bei weitem überwiegen. Diese Option hätte zudem den Vorteil, dass sie, im Gegensatz zu unseren bisherigen Vorbehalten, von den anderen EFTA-Staaten voll unterstützt wird und auch eine Aufhebung des Vorbehalts betreffend der Anerkennung der Betriebserlaubnis für Traktoren gestatten würde.

Hinsichtlich des Kadmiumgehalts von Düngern haben die bisherigen Verhandlungen gezeigt, dass eine Einigung auf der Basis des geltenden schweizerischen Rechts (50 g Kadmium pro Tonne Phosphor ab 1996) höchstwahrscheinlich weder innerhalb der EFTA noch mit der EG zu erzielen sein wird. Zur Erreichung des gleichen Zieles wäre allenfalls der Einsatz alternativer Mittel vorzusehen. Im Vordergrund steht dabei die Festlegung eines Maximalgrenzwerts von beispielsweise 100 g oder 75 g Cd/Tonne Phosphor ab 1.1.1995, ergänzt durch die Erhebung einer mit zunehmendem Kadmiumgehalt steigenden Abgabe. Dies bedeutet, dass frühzeitigere oder weitergehende Reduktionen des Kadmiumgehalts von Phosphatdüngern bloss mit Hilfe ökonomischer Instrumente, nicht aber mit technischen Vorschriften realisiert werden könnten.

Für den Bereich der gefährlichen Substanzen und Zubereitungen ist schliesslich vorzusehen, dass die EG-Klassierung übernommen und die EG-Kennzeichnung in der Schweiz anerkannt wird, soweit es sich dabei um Chemikalien handelt, die sowohl unter den Geltungsbereich der schweizerischen wie der EG-Vorschriften fallen. Einzig für den Bereich, der nur in der Schweiz, nicht aber in der EG abgedeckt ist, d.h. für die

Klasse 5 gemäss Giftgesetz, soll bis zum Inkrafttreten einer späteren gemeinsamen EWR-Lösung die schweizerische Kennzeichnung auch weiterhin beibehalten werden.

Begründung:

Die entsprechenden EG-Richtlinien befinden sich gegenwärtig in Uebersetzung. Gemäss den uns heute verfügbaren Informationen handelt es sich dabei um substantielle Verbesserungen, die eine weitgehende Annäherung an das Chemikalienrecht der EFTA-Staaten bringen wird. Um die Chancen zu verbessern, unsere Giftklasse 5 in eine künftige EWR-Regelung einbringen zu können, sind unsererseits auch gewisse Vorleistungen zu erbringen. Der obige Vorschlag ist durchaus vertretbar, da damit in keiner Weise eine Reduktion des schweizerischen Schutzniveaus verbunden ist.

34. An den Vorbehalten gemäss den Ziffern

311.2	a)	Betriebserlaubnis für Motorwagen
311.3	a) + b)	Abgasvorschriften für Motorwagen mit Benzinmotoren bzw. mit Dieselmotoren
311.4	a) + c)	Lärmvorschriften für Motorwagen und Motorräder
311.7	c)	Einschränkungen des Inverkehrbringens gewisser Chemikalien
311.8		Waschmittel (CH-Phosphatverbot)
311.9		Pestizide

sowie an dem in der Zwischenzeit angemeldeten Vorbehalt betreffend Konservierungsmitteln in Kosmetika ist vorläufig festzuhalten.

Begründung:

Betreffend Pestizide, Kosmetika und Motorfahrzeuge sind in nächster Zeit Expertentreffen mit der EG geplant, deren Ergebnisse vorerst abgewartet werden sollen. Mit Ausnahme der Lärmvorschriften für Motorräder, wo die Schweiz sehr isoliert dasteht, sind in der EG jedoch vielversprechende Entwicklungen im Gange. Im Bereich der Abgas- und Lärmvorschriften für Motorwagen kann aufgrund der verfügbaren Informationen davon ausgegangen werden, dass eine für die Schweiz und die EFTA-Staaten befriedigende EWR-Lösung erzielt werden kann. Insbesondere der EG-Vorschlag für verschärfte Abgasvorschriften für Dieselmotoren kann als tragfähige Basis akzeptiert werden, sofern die EG für den

Partikelgrenzwert für das Modelljahr 97 die strengere der beiden im Vorschlag enthaltenen Optionen wählt. Der EG-Vorschlag für verschärfte Abgasvorschriften für Personenwagen bedarf dagegen noch einer Verbesserung bezüglich der Kohlenwasserstoff-, Stickoxid- und der Partikelemissionen. Bezüglich der Verschärfung der Lärmgrenzwerte Mitte der neunziger Jahre schliesslich liegt ein entsprechender Vorschlag einer EG-internen Arbeitsgruppe vor, der aus schweizerischer Sicht ebenfalls akzeptiert werden kann. In allen Fällen ist zudem unerlässlich, dass in der Schweiz auch weiterhin wirksame Kontrollen betreffend Serienüberprüfung und Dauerhaftigkeit der abgasrelevanten Bauteile sichergestellt werden können.

Hinsichtlich des Phosphatverbots in Waschmitteln sind die EFTA-Staaten nach vertiefter Analyse der EG-Richtlinie zur Ansicht gelangt, dass diese den Phosphatbeschränkungen nicht entgegensteht. Dies soll durch die Abgabe einer entsprechenden unilateralen Erklärung der EFTA-Staaten in den Verhandlungen untermauert werden.

Was schliesslich die Beschränkungen des Inverkehrbringens von Chemikalien anbelangt, sind aufgrund der informellen Kontakte mit der EG erste Anzeichen zu erkennen, dass die EG letztendlich unsere bereits bestehenden Beschränkungen akzeptieren wird. An der bisher eingeschlagenen Linie ist daher weiterhin festzuhalten.

Abschliessend muss mit allem Nachdruck darauf hingewiesen werden, dass sowohl die EFTA-internen wie auch die Verhandlungen mit der EG zunehmend dadurch erschwert werden, dass verschiedene EFTA-Staaten in einzelnen Verhandlungsdossiers neue Divergenzen geschaffen haben. Dieses Vorprellen, noch während die EWR-Verhandlungen im Gange sind, könnte unsere übergeordneten Interessen ernsthaft kompromittieren. Es muss daher sichergestellt werden, dass solche zum Teil selbst EFTA-intern nicht abgestimmten Alleingänge in Zukunft unterbleiben.

4. Gewichtsbeschränkung für Lastwagen

Mit der Aufhebung der 28-t-Limite wäre eine starke Zunahme des Transitverkehrs verbunden, die für die Schweiz aus den folgenden Gründen nicht verkraftbar wäre:

- Die dadurch verursachte starke Erhöhung der Umweltbelastung ist für die an den Transitachsen liegenden Regionen und ihre Bevölkerung nicht zumutbar. Bereits heute sind vielerorts die von der schweizerischen

Gesetzgebung vorgesehenen Grenzwerte für Stickoxide und als Folge davon auch für Ozon stark überschritten.

Statt zum Wohl von Mensch und Natur eine Senkung dieser Werte zu erreichen, würden sie fast parallel zum zusätzlichen Verkehrsaufkommen in die Höhe schnellen, weil gesamtschweizerisch rund 70 % der Stickoxidemissionen durch den Strassenverkehr verursacht werden, in einigen Regionen sogar über 90 %.

- Die Topographie unseres Landes bringt es mit sich, dass vor allem an der Gotthard-Route im Reusstal eine schlechte Durchlüftung herrscht. Bereits heutzutage muss wegen der verkehrsbedingten Luftimmissionen der Gotthard-Tunnel an zwei bis drei Tagen pro Jahr geschlossen werden. Eine massive Zunahme des Schwerverkehrs brächte es mit sich, dass der Tunnel für weit grössere Zeiträume gesperrt werden müsste, womit der Verkehrsfluss völlig zum Erliegen käme, was nicht im Sinn der Strassenbenützer sein kann und den Interessen der EG diametral zuwiderlaufen würde.
- Infolge der Beschaffenheit unseres Landes weisen auch Nationalstrassen viele Steigungen auf. Bei einer Zulassung der 40-Töner würde die Anzahl der Lastwagen, die sich an manchen Stellen nur langsam fortzubewegen vermögen, stark erhöht. Damit ergäben sich unweigerlich eine starke Störung des Verkehrsflusses und zusätzliche Behinderungen des übrigen Verkehrs.

Allein im Kanton Uri wird für das Jahr 1995 trotz Beibehaltung der 28-t-Limite und trotz Verkehrsumlagerungsmassnahmen auf die Kantons- und Passstrassen während 780 Stunden mit Stau gerechnet, die sich in den Monaten April bis Oktober einstellen werden. Dieselben Berechnungen zeigen für das Jahr 2000 die Zahl von 1280 Staustunden, auftretend von März bis Oktober und im Monat Juli sogar täglich.

Wohlgemerkt gehen diese Zahlen von einem Anteil der Schweiz von 23 % an der Zahl der Fahrzeuge aus, welche die Alpen durchqueren. Bei einer Anhebung der Gewichtslimite auf 40 Tonnen würde der Anteil der Schweiz am alpenquerenden Verkehr aber auf 42 bis 65 % ansteigen. Länge und Dauer der Staus würden Ausmasse annehmen, die nur noch mit dem Begriff Verkehrszusammenbruch zu erfassen sind.

- Die Schweiz verfolgt eine andere Verkehrspolitik. Die Güter sollen nach Möglichkeit nicht auf der Strasse, sondern mit der Bahn befördert werden.

Die Schweiz setzt deshalb sowohl auf den konventionellen Bahngüterverkehr als auch auf den kombinierten Verkehr. Sie bemüht sich denn auch, zusätzliche Eisenbahnverbindungen durch die Alpen (Alpenstransit) zu erstellen und das Huckepackangebot noch zu verbessern.

Allein im Huckepackbereich können durch die Anschaffung zusätzlicher Lokomotiven und durch diverse Ausbauarbeiten an Gotthard und Lötschberg die Kapazitäten von heute ca. 160'000 Sendungen pro Jahr bis 1994 sukzessive auf 465'000 Sendungen gesteigert werden. Zudem könnte je nach den Umständen der Lötschberg auch für Lastwagen von 4 m Höhe passierbar gemacht werden.

Schon heute bewältigt die Schweiz einen wesentlichen Anteil des gesamten alpenquerenden Transitgüterverkehrs. Im Jahr 1989 waren es 31 %. Im Vergleich dazu entfielen auf Oesterreich ebenfalls 31 % und auf Frankreich 38 %.

Im Schienenverkehr betrug der schweizerische Anteil gar 59 %, im Vergleich zu 16 % für Oesterreich und 25 % für Frankreich.

Die Schweiz leistet also bereits heute mit ihrer Verkehrspolitik einen wesentlichen Beitrag zur Bewältigung des Schwerverkehrs und zeigt sich solidarisch mit den anderen Alpentransitländern.

Sie ist bereit, diesen Beitrag sogar zu erhöhen, indem sie die benötigte Infrastruktur realisiert, um die Kapazitäten der Bahn voll auszuschöpfen.

Aus diesen Gründen wird die schweizerische Delegation an der ständigen Ausnahme für die 28-Tonnen Gewichtsbeschränkung für Lastwagen festhalten.

In diesem Zusammenhang ist auch zu erwähnen, dass die schweizerischen Vorbereitungen zum Abschluss eines bilateralen Abkommens mit der EG praktisch abgeschlossen sind, sich die Behandlung des Dossiers in der EG-Kommission aber verzögert hat.

5. Services audiovisuels

51 Etat des négociations

Dans le domaine audiovisuel, il y a des divergences pour considérer ce qui doit être retenu comme acquis communautaire. Deux instruments sont en présence: la directive CE sur la télévision du 3.10.1989 (directive TV) d'une part, et la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière du 5.5.1989 (Convention TV) d'autre part. Les deux instruments contiennent dans leur ensemble les mêmes règles même s'ils sont rédigés parfois de manière différente.

La différence entre les deux instruments réside dans quelques dispositions qui ont pour la Suisse toute leur signification. Elles concernent avant tout les quotas relatifs aux oeuvres d'origine européenne et la publicité dirigée spécifiquement vers un autre Etat (phénomène de délocalisation). Par ailleurs, la philosophie qui est sous-jacente à l'élaboration de ces instruments est différente. La directive TV vise à développer le marché des produits audiovisuels par une approche économique et à uniformiser à terme les législations nationales dans ce secteur. La Convention TV a une approche avant tout dans l'optique du public et vise à lever les obstacles pour permettre aux programmes de télévision de circuler librement. Ces différences tant dans le contenu que dans le but poursuivi par les deux instruments ont toute leur importance pour des petits pays qui ont des composantes culturelles bien spécifiques comme la Suisse.

Jusqu'à la fin septembre 1990, les pays de l'AELE ont soutenu d'un commun accord la Convention TV comme étant l'instrument devant faire partie de l'acquis pertinent pour l'EEE. De son côté, la CE estime que, pour des raisons de principe, c'est la directive TV qui doit constituer l'acquis à intégrer dans le traité sur l'EEE. Elle est également de l'avis que seule cette intégration permettra d'éviter qu'il y ait des conflits de droit entre les règles de l'EEE et celles de la CE.

Il convient de rappeler ici que cette directive TV n'entrera en vigueur que le 3 octobre 1991. Elle vise à asseoir les compétences de la Communauté dans le domaine culturel, ce qui pose des problèmes à de nombreux Etats membres qui ne sont pas prêts à l'appliquer (Danemark) ou trouvent toutes sortes d'arguments pour essayer d'y échapper, au moins partiellement (Royaume-Uni, Italie, Allemagne, Grèce). Ces tergiversations à l'intérieur de la Communauté ont été un argument supplémentaire des pays de l'AELE pour proposer la Convention TV comme base

de l'acquis. Celle-ci est en outre un instrument plus ouvert aux autres pays européens, notamment de l'Est.

Depuis peu les pays nordiques, devant la fin de non-recevoir de la CE en ce qui concerne la Convention, ont décidé d'entrer en matière sur la directive TV en essayant bien sûr d'obtenir un certain nombre d'exceptions qui correspondent en fait aux principales différences entre les deux instruments. Comme la Suisse, l'Autriche et le Liechtenstein soutiennent toujours la Convention TV. Compte tenu de sa demande d'adhésion, l'Autriche nous a cependant fait savoir informellement qu'elle envisage d'accepter la directive CE. Etant donné cette situation, nous devons prévoir de modifier notre position pour le cas où nous serions complètement isolés au sein de l'AELE.

52 Nouvelle position suisse

La solution alternative qui serait la plus favorable à notre pays serait le maintien du statu quo. Cela ne signifie pas qu'il n'y aurait pas libéralisation dans le secteur audiovisuel. Simplement, on appliquerait les accords existants en Europe c'est-à-dire que la directive TV serait applicable entre les pays CE tandis que la Convention TV le serait entre pays de l'AELE et ceux de la CE (ou la CE elle-même). Cette solution serait envisageable du point de vue spécifiquement audiovisuel. La délégation autrichienne soutient en ce moment cette position. Pour la Suisse, elle permet encore de sauvegarder les aspects particuliers de notre pays qui non seulement dispose d'un espace audiovisuel très étroit, mais qui en plus a la particularité d'être divisé en quatre régions linguistiques.

Il convient toutefois d'envisager la possibilité que la solution du statu quo ne soit pas acceptée dans un premier temps par nos partenaires de l'AELE. En cas d'isolement de la délégation suisse, la prise en compte de la directive TV des CE comme base de discussion pour le traité EEE sera inévitable. Il convient cependant de prendre en considération les spécificités suisses dans ce secteur sensible de la culture et de l'information. Compte tenu des visées de la CE dans ce domaine, qui entend à terme uniformiser les législations nationales, nous avons déjà soulevé dans un exercice exploratoire un certain nombre d'exceptions à l'application de la directive TV, concernant les dispositions suivantes:

- article 2 qui n'apporte pas une protection contre le phénomène de délocalisation (radiodiffuseur qui s'installe dans un pays voisin pour détourner les lois internes). Contrairement à l'article 16 de la Convention TV, la directive TV ne permet pas de prendre des mesures afin d'éviter la retransmission de programmes dont la publicité s'adresse spécifiquement à

un pays et qui est de nature à mettre en sérieuse difficulté ses radiodiffuseurs nationaux en les privant d'une partie de leurs ressources.

- article 15 qui ne permet pas de garder la possibilité de limiter la retransmission de programmes contenant de la publicité pour l'alcool. Ceci afin de tenir compte de l'initiative populaire pour la prévention des problèmes liés à l'alcool sur laquelle le peuple devra se prononcer dans quelques années.
- article 10 qui oblige d'avoir un quota de 50 % d'oeuvres d'origine européenne dans les programmes des télévisions suisses privées ou publiques.
- absence de norme qui vise à garantir au public d'un petit pays l'accès à la retransmission d'événements d'importance majeure lorsque les contrats d'exclusivité sont conclus par des grandes chaînes de télévision des pays voisins (équivalant à l'article 9 de la Convention TV).
- article 5 (exception provisoire) qui prévoit que 10 % du temps d'antenne doit être acquis auprès de diffuseurs indépendants.

Conformément aux directives de négociation du 18.6.1990, il convient d'éviter dans toute la mesure du possible des exceptions permanentes afin de réaliser le plus largement possible les quatre libertés. La délégation suisse demandera donc des dérogations limitées dans le temps de 10 ans. De même dans l'optique de ne pas multiplier les dérogations, on ne défendra que celles qui sont vraiment indispensables, soit l'absence d'article 16 (publicité dirigée vers un seul pays) et la publicité pour l'alcool. On pourra s'accommoder des quotas (ce n'est pas un problème pour la SSR, mais cela pourrait l'être pour des radiodiffuseurs privés lors de leur phase des démarrage). Concernant les droits d'exclusivité, on peut espérer que la Communauté proposera dans un proche avenir des solutions acceptables au niveau transfrontière.

Bien évidemment si les autres partenaires de l'AELE souhaitent défendre d'autres exceptions et veulent qu'elles soient permanentes, la délégation suisse soutiendra cette position sans toutefois en prendre l'initiative. Dans le cas d'adoption de la directive TV, on tâchera d'avoir le maximum de compensations de la CE. Ainsi, on demandera à ce que les pays de l'AELE participent aux structures organisationnelles du programme MEDIA (mesures de promotions dans le domaine audiovisuel), auquel nous participons déjà en partie.

III. Les conditions juridiques et institutionnelles de concessions sur la substance

Du point de vue de la Suisse, les concessions des pays de l'AELE quant à la substance du Traité EEE doivent être subordonnées à l'acceptation par la CE des conditions juridiques et institutionnelles suivantes:

- un mécanisme de décision commun conduisant à l'adoption commune des règles EEE, sans qu'une partie contractante puisse être mise devant un fait accompli;
- des règles EEE ayant les mêmes effets juridiques dans tout l'EEE et plaçant tous les individus et opérateurs économiques sur pied d'égalité ainsi que des règles d'interprétation assurant l'homogénéité de l'EEE;
- des procédures d'élaboration et d'amendement des règles EEE permettant aux pays de l'AELE de participer pleinement à leur mise au point, leur gestion et leur développement; (travail dans des groupes à 19 où chaque pays de l'AELE peut prendre la parole);
- le principe de l'autonomie de décision doit être préservé dans la même mesure au profit de chacune des parties contractantes (possibilité d'opting-out);
- un mécanisme assurant une surveillance égale de la mise en oeuvre et de l'application des règles EEE par chacune des parties contractantes;
- un organe judiciaire EEE indépendant et efficace assurant l'interprétation uniforme des règles EEE ainsi que le règlement des différends entre parties contractantes;
- un renforcement de l'AELE strictement limité à ce qui est indispensable pour assurer le bon fonctionnement de l'EEE : exemple, organe de surveillance AELE sous certaines conditions;
- l'AELE ne doit pas devenir partie contractante au Traité EEE notamment parce que cela exigerait un transfert de compétences (et donc de "treaty-making power) des pays de l'AELE à l'AELE en tant que telle ou déclencherait de toute façon une dynamique allant dans ce sens.

Ces huit conditions correspondent de façon générale aux directives de négociation du 18 juin 1990. Celles-ci doivent cependant être complétées et précisées sur deux points (voir p. 25 et 28 d'icelles): premièrement, dans quelle mesure les pays de l'AELE peuvent-ils accepter de former des structures communes (un pilier) parallèles aux structures communautaires ? Deuxièmement,

est-ce que la Suisse ne doit pas opposer une fin de non-recevoir à la proposition communautaire que l'AELE soit partie contractante au Traité EEE ?

1. Les conditions d'un pilier AELE

Pour permettre un déblocage des travaux du groupe de négociation sur les questions juridiques et institutionnelles, la Suisse a accepté que soit examiné - en tant qu'hypothèse de travail - un modèle à deux piliers (CE et AELE) pour la surveillance de la mise en oeuvre et de l'application des règles EEE, à l'exclusion de tout autre domaine.

La Suisse a subordonné l'acceptation éventuelle d'un tel modèle à huit conditions:

- toutes les parties contractantes (y compris la CE en tant que telle) sont surveillées;
- le système doit comporter un organe commun efficace;
- le système doit être lié à un organe judiciaire indépendant et efficace;
- chaque partie contractante peut introduire une action en infraction des règles EEE contre une autre partie contractante devant l'organe judiciaire;
- les pays de l'AELE doivent être libres dans l'organisation de leur pilier;
- l'acceptation d'un système à deux piliers pour la surveillance ne peut être invoquée comme un précédent dans l'aménagement des autres structures/institutions EEE;
- l'acceptation finale de ce modèle est subordonnée à la mise sur pied d'un mécanisme de décision commun satisfaisant (voir notamment les 4 premières conditions sous III);
- l'AELE ne doit pas être partie contractante au Traité EEE .

Les autres pays de l'AELE acceptent en principe les sept premières conditions mais ont refusé la dernière (voir ci-dessous) parce qu'elle ne correspond pas à la plate-forme AELE du 3 avril 1990.

En ce qui concerne l'élaboration et l'adoption des règles EEE, la Suisse n'acceptera pas l'institution d'un pilier AELE correspondant au pilier communautaire. Les pays de l'AELE devront certainement renforcer leurs structures de coordination à cette fin mais ils ne pourront créer des organes

AELE correspondant aux organes CE parce qu'il ne s'agit pas de prendre des décisions AELE parallèles aux décisions de la CE, il faut adopter en commun des règles EEE.

2. L'AELE ne doit pas être partie contractante au Traité EEE

- En 1960, les sept Etats fondateurs de l'AELE ont expressément exclu que l'AELE puisse conclure en son nom un accord du type du Traité EEE. L'article 41 par. 2 de la Convention de Stockholm stipule qu'un accord d'association doit être soumis aux Etats membres pour acceptation et ne peut entrer en vigueur qu'à la condition d'avoir été accepté par tous les Etats membres.
- Depuis 30 ans, conformément à la Convention de Stockholm, l'AELE n'a signé qu'un seul traité international: son accord de siège avec la Suisse. A aucun moment, les Etats membres n'ont jugé nécessaire de transférer à l'AELE des compétences qui feraient d'elle une sujette de droits et d'obligations en vertu du droit international. Aucune décision/résolution/pratique du Conseil de l'AELE n'a jamais établi la capacité de l'AELE de conclure des traités internationaux en tant qu'organisation.
- Le cas échéant, l'AELE ne pourrait devenir partie contractante au Traité EEE qu'au prix (très élevé du point de vue politique) d'une révision préalable de la Convention de Stockholm, conférant à l'organisation des compétences importantes (notamment le treaty-making power dans les domaines pertinents EEE) qui appartiennent aux Etats membres.
- L'AELE ne doit pas se transformer en une organisation supranationale - empêchant ses Etats membres de mener une politique extérieure autonome crédible - parce que cela n'est nécessaire ni à l'élargissement des relations entre les pays de l'AELE et les CE, ni à l'aménagement des structures de ces relations.
- La Suisse n'est pas prête à faire dans le cadre de l'AELE les concessions de souveraineté qui l'empêchent précisément, dans les circonstances actuelles, d'envisager une adhésion à la Communauté.
- Nos partenaires AELE envisagent peut-être de faire apparaître l'AELE en tant que partie contractante du Traité EEE sans lui donner de compétences propres. Du point de vue du droit international public, cela est

inconcevable parce qu'une partie contractante doit être titulaire de droits et d'obligations, ce qui ne serait pas le cas si l'AELE en tant que telle ne bénéficiait d'aucun transfert de compétences de la part de ses Etats membres.

- Si l'AELE devenait partie contractante au Traité EEE, cela risquerait non seulement d'entraver - plus qu'elles ne le sont aujourd'hui - les relations bilatérales entre les pays de l'AELE et la CE mais encore cela signifierait sans doute l'érosion de notre treaty making power à l'égard de la CE, érosion qui ne resterait guère sans effet sur notre position dans les organisations internationales et à l'égard d'autres pays. Cela hypothéquerait notamment l'alternative adhésion (cf. ch. 8 des directives de négociation).

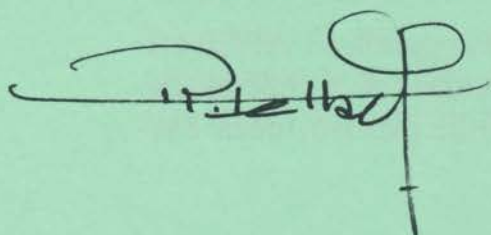
3. Conséquences d'une offre institutionnelle insuffisante de la part de la CE

Si les conditions juridiques et institutionnelles telles que décrites sous point III ne devaient pas être remplies, les possibilités suivantes sont théoriquement ouvertes:

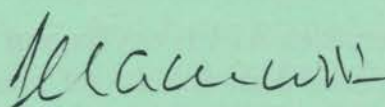
- a. refus de conclure le traité;
- b. viser un traité moins ambitieux
 - en retirant entièrement ou partiellement l'offre sur le remplacement des exceptions permanentes par d'autres mesures et en limitant l'acquis communautaire pertinent
 - en refusant des solutions institutionnelles qui impliquent un transfert de compétence du Parlement vers le Conseil fédéral ou le Conseil de l'EEE

Il est impératif que tous les pays de l'AELE soient d'accord sur la "bottom line" institutionnelle et juridique à ne pas dépasser et les conséquences à en tirer si tel devait être le cas.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES



DEPARTEMENT FEDERAL DE
L'ECONOMIE PUBLIQUE



Pour co-rapport:

- DFF
- DMF
- DFI
- DFJP
- DFTCE

Extrait du procès-verbal:

- DFAE, DFEP, pour exécution
- DFF, DMF, DFI, DFJP, DFTCE, pour information

Lignes directrices pour la négociation EEE

Vu la proposition du DFAE et du DFEP du 29 octobre 1990

Vu les résultats de la procédure de co-rapport

il est décidé:

1. La délégation suisse est autorisée à faire les concessions quant à la substance du traité indiquées au chapitre II de la proposition.
2. Les concessions quant à la substance du traité doivent être subordonnées à l'acceptation par la CE des conditions juridiques et institutionnelles indiquées au chapitre III de la proposition.
3. Il incombe au Chef de la délégation suisse de décider du moment opportun pour faire connaître cette nouvelle position suisse.

Pour extrait conforme,

Le Secrétaire:

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN

EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRT-
SCHAFTSDEPARTEMENT

2520.1

Vertraulich

Bern, 5. November 1990

INFORMATIONSNOTIZ

(Für die Bundesratssitzung vom 7.11.1990)

An den Bundesrat

EWR-Verhandlungen - Das veränderte Umfeld

Der Antrag EDA/EVD "Lignes directrices pour la négociation EEE" vom 29. Oktober 1990 bedarf im Lichte der jüngsten Entwicklungen einer ergänzenden Darstellung des integrationspolitischen und verhandlungstaktischen Umfeldes. Die neuen Elemente:

- Die schwedische "Regierungserklärung" vom 26.10., abgegeben im Rahmen einer Medienkonferenz über die Bewältigung der Wirtschaftskrise, hat sofort Spekulationen und Gerüchte über einen "baldigen Beitritt Schwedens zur EG" ausgelöst. Sie hat am EG-Gipfel in Rom sowie in Brüssel wie eine Bombe eingeschlagen.
- Der Zusammenbruch der norwegischen Koalitionsregierung ist eine direkte Folge der EWR-Verhandlungen. Streitpunkt war die von der EG geforderte Aufhebung der diskriminierenden Regelungen betreffend ausländische Investitionen, d.h. der sogenannten Konzessionsgesetzgebung.

Nach eingehender Diskussion kam der interdepartementale Ausschuss für die europäische Integration am 1.11. praktisch einhellig zum Schluss, dass durch diese beiden Ereignisse eine neue Situation für die EWR-Verhandlungen entstanden ist. Entscheidend sind nicht primär die tatsächlichen Vorgänge in Stockholm und Oslo, sondern vor allem deren Perzeption in Europa. EGK-Vizepräsident Christophersen (DK) z.B. reagierte positiv auf die schwedischen Beitrittsabsichten; im Europäischen Parlament wurde bereits über die Konkursmasse EFTA spekuliert. Die nordischen EFTA-Partner reagierten eher verärgert auf das einsame schwedische Vorgehen.

Schweden und Norwegen haben indessen beteuert, dass die EWR-Verhandlungen weiterhin die erste Priorität darstellen, weil noch nicht klar ist, wie sich ihre Parlamente zum Beitritt stellen. Auch die EG scheint gewillt, die EWR-Verhandlungen fortzusetzen.

Heute lassen sich für die ohnehin in einer schwierigen Phase steckenden EWR-Verhandlungen folgende vorläufige Schlüsse ziehen:

- Die EWR-Verhandlungen gehen mit aller Wahrscheinlichkeit weiter.
- Die EFTA-Partner Schwedens sind verunsichert. Das Vertrauen und der Zusammenhalt in der EFTA sowie deren Glaubwürdigkeit wurden in Mitleidenschaft gezogen.
- Mit der Aussicht auf einen baldigen Beitritt Schwedens, wahrscheinlich mit Norwegen und vielleicht sogar mit Finnland, dürfte die schon bisher beschränkte Bereitschaft der EG, akzeptable Lösungen im institutionellen Bereich anzubieten und den Ausnahmebegehren der EFTA-Länder entgegenzukommen, erheblich abnehmen. Aus ihrer Sicht lohnt es sich immer weniger, für einen EWR - kurze Übergangsphase für die meisten EFTA-Länder - , auf komplizierte und intern höchst umstrittene Mitentscheidungsmechanismen und Ausnahmeregelungen einzutreten.

Da allfällige Beitritte auf keinen Fall bereits auf den 1. Januar 1993, geplantes Inkrafttreten des EWR, wirksam werden können, braucht es noch immer einen EWR, als Interimslösung für die meisten. Nur könnte der Qualitätsanspruch an die institutionellen Lösungen sinken. Wird damit für die Schweiz das EWR-Projekt unannehmbar? Da die anderen Partner ihre Verhandlungsbereitschaft aufrechterhalten, könnte die Schweiz bei einem Rückzug in die isolationistische Ecke gedrängt werden.

In der jetzigen Lage muss ein rascher Durchbruchversuch gemacht werden. Am 8. und 9. November finden informelle diskrete Gespräche der Chef-Unterhändler der EFTA-Länder und der EG statt. Die Schweiz als EFTA-Vorsitzland beabsichtigt, nach enger und vertrauensvoller Zusammenarbeit mit der italienischen EG-Präsidentschaft, ein Kompromisspaket auf den Tisch zu legen, mit dem ein akzeptabler EWR - innenpolitisch im heutigen Zeitpunkt immer noch die aussichtsreichste Option - vielleicht gerettet werden kann. Dieser Versuch kann aber nur dann gelingen, wenn die Schweiz selbst in der Lage ist, einige konditionelle Konzessionen, d.h. Abstriche an ihren Begehren nach ständigen Ausnahmen, auf den Verhandlungstisch zu legen. Es versteht sich von selbst, dass es sich dabei nur um vorbehaltene Angebote (conditional opening bids) handeln kann, die nur dann verwirklicht werden, wenn die EG im institutionellen Bereich genügend entgegenkommt.

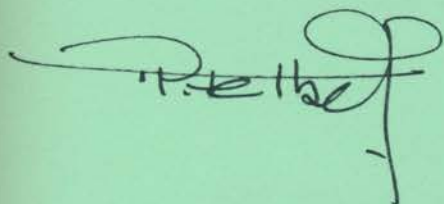
Mögliche Elemente eines derartigen Angebots der Schweiz sind im Antrag vom 29.10. ausführlich dargelegt. Es gibt Anzeichen, dass die EG unsere strengeren Umweltvorschriften, soweit sie im Trend der EG-Politik liegen, und möglicherweise auch die 28-Tonnen-Begrenzung schliesslich hinnehmen könnte. Hingegen stellen unsere Ausländerpolitik (keine volle Freizügigkeit für Personen) sowie die Lex Friedrich die schweren Brocken der Verhandlung dar. Mit den laufenden internen Arbeiten wurden insbesondere bei der Freizügigkeit mögliche Alternativansätze (Übergangsfristen, Schutzklauseln) aufgezeigt.

Zudem ist festzuhalten, dass wir auch in unserem ureigenen Interesse und letztlich unabhängig vom gewählten Integrationsmodell, sei es der EWR, sei es der Beitritt, sei es der bilaterale Ansatz, Reformschritte unternehmen müssen. Auch deshalb ist der Antrag vom 29.10. von herausragender Bedeutung.

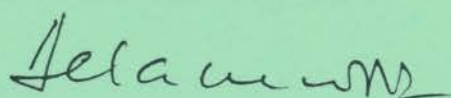
Die schweizerische Verhandlungsdelegation benötigt hier grünes Licht, um die Bereitschaft der Schweiz glaubhaft darzutun, sich in Richtung der Liberalisierung und der Kompromissbereitschaft zu bewegen, sofern - wie gesagt - die EG ein befriedigendes institutionelles Angebot macht. In dieser Sicht ist es ausserordentlich wichtig, dass der Bundesrat am 7.11.

den Antrag vom 29.10. behandelt und - vorbehaltene - Beschlüsse fasst. Andernfalls besteht die Gefahr, dass die Schweiz für das Scheitern des EWR verantwortlich gemacht werden kann. Neben der Gefahr der Isolation würden wir ein integrationspolitisches Instrument verlieren, das über Westeuropa hinaus auch für die Integration der mittel- und osteuropäischen Länder wichtig werden dürfte. Dies erhellt die paneuropäische Dimension des drohenden Schwarzpeterspiels.

EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT FÜR
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRT-
SCHAFTSDEPARTEMENT





EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

Vertraulich

5. November 1990

An den Bundesrat

Lignes directrices pour la négociation EEE

Mitbericht

zum Antrag des EDA und des EVD vom 29. Oktober 1990

1. Freizügigkeit der Personen (Kap.II, Abschnitt 1 des Antrags)

Wir stimmen dem Antrag grundsätzlich zu, die Freizügigkeit für Bürger der EWR-Staaten im Laufe von zehn Jahren zu erhöhen unter Beibehaltung einer Stabilisierungspolitik für die Gesamtzahl von Ausländern in der Schweiz.

Wir weisen jedoch darauf hin, dass eine Liberalisierung bei freien Berufen möglicherweise erhebliche Auswirkungen haben kann. So könnte eine Erhöhung der Aerztedichte die Kosten im Gesundheitswesen anheizen. Sofern in solchen Fällen Massnahmen zu treffen sind (Kontrolle der Aerztedichte: reduzierte Kassenzulässigkeit, evt. Bedarfsnachweis), so werden sie in gleichem Mass auf Schweizer und EWR-Bürger anzuwenden sein. Die Entwicklung wird während der zehnjährigen Uebergangsfrist genau zu verfolgen sein.

2. Beibehaltung eines hohen Umweltschutz- und Gesundheitsschutzniveau (Kap.II, Abschnitt 3)

Das Ziel muss darin bestehen, dass der EWR-Vertrag das Schutzniveau in der Schweiz nicht senkt. Jede Senkung würde unserer bisherigen Politik zuwider laufen, im Volke nicht verstanden und innenpolitisch erhebliche Angriffsflächen gegen einen EWR-Vertrag freilegen.

Von ebenfalls grosser Bedeutung ist die Mitsprache bei der Weiterentwicklung der EG-Vorschriften, besonders in den Bereichen, wo Differenzen im Schutzniveau zwischen der EG und den EFTA-Staaten bestehen. Es wird ja erwartet, dass die

Schweiz solche Vorschriften später übernehmen und ihren Vorbehalt aufheben wird.

Der Antrag schlägt vor, in verschiedenen Fällen, in welchen materielle Differenzen im Schutzniveau bestehen, unsere Vorbehalte schon heute aufzuheben in der Hoffnung, dass die EG dereinst schärfere Vorschriften erlassen dürfte. Dies bedeutet, dass wir vorübergehend die tieferen Schutzvorschriften der EG anwenden würden. Wir erachten ein solches Vorgehen als zu ungewiss und nicht im Interesse unseres Umwelt- und Gesundheitsschutzes. Solche Vorbehalte dürften erst dann aufgehoben werden, wenn Gewissheit über die neue EG-Vorschrift besteht und jene unseren Vorstellungen entspricht.

Aufgrund dieser Ueberlegungen sind wir mit den folgenden Anträgen in Kap. II, Abschnitt 3 des Antrags einverstanden, die bisherigen Vorbehalte aufzuheben:

Lärmvorschriften für Kleinflugzeuge (Ziff. 311.5), da dadurch die schweizerischen Vorschriften nicht geändert werden und das Schutzniveau gehalten werden kann.

Schwermetallgehalt für Keramikgeschirr (Ziff. 311.1h): Durch diesen Verzicht wird das Schutzniveau in der Schweiz nicht beeinträchtigt.

Pestizidrückstände in Früchten, Gemüsen und Cerealien (Ziff. 311.1 f)-g): Die Toleranzwerte liegen zwar in der Schweiz, gestützt auf das Prinzip der minimal notwendigen Menge, erheblich tiefer als jene der EG, die nach dem Prinzip der Toxikologie festgelegt worden sind. Letzteres gewährleistet den Gesundheitsschutz aber ebenfalls. Wo keine EG-Normen bestehen, werden für die landeseigenen Produkte weiterhin die schweizerischen Normen angewendet.

Gefährliche Substanzen und Zubereitungen (Ziff. 311.7 a) und b): Die schweizerischen Vorschriften gehen zwar weiter (Publikumschutz, Giftklasse 5) als jene der EG. In den über die EG-Vorschrift hinausgehenden Bereichen können wir jedoch unsere Vorschriften beibehalten. Innerhalb des Bereichs, der von der EG-Richtlinie erfasst ist, erfüllt jene die gleichen Ziele die schweizerischen Vorschriften.

Hingegen können wir dem Verzicht auf folgende Vorbehalte nicht zustimmen:

Lebensmittelzusatzstoffe (Ziff. 311.1 a)-e):

Begründung: Die heute noch geltenden EG-Vorschriften sind veraltet. Ihr Schutzniveau ist teilweise erheblich tiefer. Verschiedene der in der EG zugelassenen Substanzen (z.B. gewisse Farben) sind in den EFTA-Staaten nicht erlaubt. Auch vorübergehend darf das Schutzniveau in der Schweiz nicht auf die veralteten EG-Vorschriften reduziert werden.

Lärmvorschriften für Baumaschinen und Rasenmäher (Ziff. 311.10 a)-b):

Begründung: Der Lärmschutz wird in der Schweiz erheblich höher liegen, wenn die für 1996 vorgesehene Verschärfung realisiert wird. Zwar soll der Lärmschutz in der EG auch weiterentwickelt werden, doch ist das Ausmass und der Zeitpunkt ungewiss.

Traktoren (311.2 b), 311.3 c) und 311.4 b):

Begründung: Einer Reduktion des Schutzniveau für Lärm- und Rauchemissionen der Traktoren können wir nicht zustimmen. Vielmehr sollte die anvisierte Verbesserung der Abgasvorschriften in jedem Fall erzielt und gleichzeitig der höhere Lärm- und Rauchemissionsschutz beibehalten werden.

Schwermetallgehalt von Handelsdünger (311.6):

Begründung: Die Kadmiumbelastung des Bodens durch Phosphordünger ist ein ernsthaftes Umweltschutzproblem. Die Schweiz hat deshalb einen Grenzwert von 50 gr Cd pro Tonne Phosphor festgelegt, der voraussichtlich bereits 1991 realisiert werden kann. Die EG hat den Cd-Gehalt von Phosphordünger nicht eingeschränkt. Die EG müsste deshalb Maximalvorschriften erlassen, wobei der schweizerische Grenzwert anzustreben ist. Eine Erhöhung des Grenzwertes auf 75 gr oder gar 100 gr Cd pro Tonne Phosphat würde die Umwelt entsprechend stärker belasten. Unser Vorbehalt könnte erst zurückgezogen werden, wenn die EG Maximalvorschriften erlassen hat. Sollten diese über dem schweizerischen Grenzwert liegen, so ist der Vorschlag im Antrag von grossem Interesse, den zu hohen Cadmiumgehalt im Dünger mit einer Lenkungsabgabe zu belasten.

Den Antrag, an den Vorbehalten gemäss Ziffer 34 festzuhalten, unterstützen wir mit Nachdruck. Wir wollen allerdings nicht nur vorläufig daran festhalten und stellen den Antrag, das Wort vorläufig zu streichen.

3. Audiovisuelle Dienstleistungen

Wir sind mit dem vorgeschlagenen Vorgehen einverstanden, dass die TV-Konvention des Europarats die massgebliche Grundlage für die Transmissionen zwischen der Schweiz einerseits und den EG- und den anderen EFTA-Staaten andererseits ist.

Für den Fall, dass sich diese Position nicht aufrechterhalten lässt, stimmen wir dem Antrag, die unbefristete Ausnahme zur Uebernahme der TV-Richtlinie der EG zu reduzieren auf eine zehnjährige Uebergangsfrist, nur teilweise zu. Hinsichtlich der Alkoholwerbung (Art.15) halten wir angesichts der im Raume stehenden Zwillingsinitiativen nach wie vor eine unbefristete Ausnahme für notwendig.

W. Cotti

Flavio Cotti
Bundesrat



EIDGENÖSSISCHES JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DI GIUSTIZIA E POLIZIA

Confidentiel

3003 Berne, 1e 6. Nov. 1990

Au Conseil fédéral

Lignes directrices pour la négociation EEE

Co-rapport

à la proposition des DFAE/DFEP du 29 octobre 1990.

Nous sommes d'accord avec la proposition, sous réserve des deux modifications suivantes:

1. Zu Ziff. II/4, p. 19

Wir sind mit den Ausführungen zur Gewichtsbeschränkung grundsätzlich einverstanden, beantragen aber, den zweitletzten Absatz von Ziff. II/4 wie folgt zu ergänzen:

"Aus diesen Gründen wird die schweizerische Delegation an der ständigen Ausnahme für die 28-Tonnen Gewichtsbeschränkung für Lastwagen und die Kontrolle dieser Beschränkung an der Landesgrenze festhalten. Im übrigen behält die Schweiz das Sonntags- und Nachtfahrverbot für schwere Motorfahrzeuge als autonome Regelung bei und setzt es ebenfalls an der Landesgrenze durch."

Begründung:

Die Schweiz lässt die Einfahrt von Fahrzeugkombinationen bis 40 t in die schweizerische Grenzzone gestützt auf Bewilligungen zu, die an der Grenze gebührenfrei abgegeben werden. Dieses Bewilligungssystem wird im Strassenverkehrsgesetz verlangt und ist für die Durchsetzung der 28 t-Limite absolut notwendig. Da die Verordnung (EWG) Nr. 4060/89 den Verzicht auf die Grenzkontrollen der Gewichte vorsieht, muss die Ausnahme für die 28 t-Limite auch auf ihre Kontrolle an der Grenze ausgedehnt werden. In der Behandlung der genannten EG-Verordnung hat denn auch die Schweiz stets diese Position eingenommen.

Ein Sonntags- und Nachtfahrverbot für den Schwerverkehr ist nicht Gegenstand des "Acquis communautaire"; die EG kennt es nicht. Es ist jedoch zu vermeiden, dass aus der alleinigen Ausnahme der systematischen Gewichtskontrollen an der Grenze fälschlicherweise auf den Verzicht der Schweiz auf die Kontrolle des in der Schweiz autonom geltenden Sonntags- und Nachtfahrverbots an der Grenze geschlossen wird. Der Hinweis ist für die schweizerische Verhandlungsdelegation von Bedeutung.

2. Ad chiffre III, p. 23

Le 4ème tiret devrait être formulé de la manière suivante:

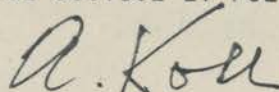
"- le principe de l'autonomie de décision doit être préservé dans la même mesure au profit de chacune des parties contractantes (possibilité d'opting out et/ou d'approbation parlementaire préalable, dans chaque Etat membre de l'AELE, des futures décisions qui seront prises par consensus au sein de l'organe de décision EEE);.

Motifs

A la lumière des développements des négociations en cours, il est irréaliste de penser qu'il y aura de véritables mécanismes communs de prise de décision. Il faut, de manière plus réaliste, considérer que

Les Etats membres de l'AELE, s'exprimant d'une seule voix (par la branche gouvernementale et par l'organe parlementaire AELE), ne pourront influencer que la formation des actes pris par le Conseil de la Communauté. Ensuite, ces actes seront généralement "à prendre ou à laisser" - de façon analogue aux traités internationaux que nous soumettons au Parlement - par les autres parties contractantes (Etats membres de l'AELE). Si cette approche se confirme, il faut mettre l'accent sur ce qui est essentiel pour nous - et pour les autres pays de l'AELE -: avoir le temps de soumettre les projets d'actes EEE, le cas échéant, à une approbation parlementaire sur le plan national (les conditions de l'approbation parlementaire n'étant, par la force des choses, pas toujours identiques dans chaque Etat membre de l'AELE).

DEPARTEMENT FEDERAL
DE JUSTICE ET POLICE



Arnold Koller
Président de la Confédération